

Distr.
LIMITÉET/AC.41/L.6
10 juillet 1951FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE AD HOC POUR LES PETITIONS

EXAMEN DES PETITIONS

(RESOLUTION 435 (V) DE L'ASSEMBLEE GENERALE)

Observations de la délégation de l'Australie

Note du Secrétariat: A sa 347ème séance, le Conseil de tutelle a décidé de renvoyer la question de l'examen des pétitions (résolution 435 (V) de l'Assemblée générale) au Comité ad hoc pour les pétitions. A la 348ème séance du Conseil de tutelle, le Président du Comité ad hoc pour les pétitions a prié les membres du Conseil qui ne font pas partie du Comité ad hoc et qui désirent faire des observations au sujet de cette résolution, de communiquer leurs commentaires par écrit. Le Secrétariat a l'honneur de communiquer aux membres du Comité ad hoc pour les pétitions les observations ci-après envoyées par la délégation de l'Australie.

A. Comité pour les pétitions

1. La délégation de l'Australie estime que la procédure suivie actuellement par le Conseil est satisfaisante. Grâce aux comités ad hoc, le Conseil a toujours pu traiter toutes les pétitions dont il était saisi. L'efficacité de son travail a été accrue par l'adoption, à la sixième session du Conseil, de l'amendement à l'article 90 du règlement intérieur. D'ailleurs, si l'on estimait que certaines pétitions sont d'une urgence et d'une importance telles que leur examen s'impose entre deux sessions, il faudra évidemment qu'un représentant spécial du territoire en cause soit présent; or, il serait extrêmement difficile et quelquefois impossible pour les Autorités chargées de l'administration de prendre à cet égard les dispositions nécessaires.

B. Observations des Autorités chargées de l'administration

2. Le Gouvernement de l'Australie transmettra le plus rapidement possible, comme par le passé, toutes les observations qu'il désirera faire au sujet des pétitions qui le concernent. Néanmoins, pour des raisons d'ordre pratique, la délégation de l'Australie estime que le délai de deux mois proposé par l'Assemblée générale est trop court pour être d'une application générale. Si l'on tient à fixer un délai précis, la délégation de l'Australie est d'avis que ce délai ne soit pas inférieur à trois mois.

C. Autres mesures concernant l'amélioration de la procédure

La délégation de l'Australie estime qu'il n'y a pas lieu, actuellement, de suggérer des améliorations de la procédure actuelle d'examen des pétitions.

D. Rapport sur la suite donnée aux recommandations du Conseil

4. La délégation de l'Australie estime que c'est seulement lorsque le Conseil le juge nécessaire qu'il faut demander des renseignements spéciaux au sujet de la suite donnée aux recommandations du Conseil relatives aux pétitions examinées. Le Gouvernement de l'Australie est naturellement prêt à présenter un rapport spécial sur la suite donnée aux recommandations du Conseil. Toutefois, on doit s'attendre à ce que les rapports annuels soumis par les Autorités chargées de l'administration contiennent comme auparavant tous les renseignements pertinents qui doivent être soumis au Conseil et notamment les renseignements sur la suite donnée aux questions générales qui se rapportent à l'objet des pétitions importantes. Il semble donc que la recommandation qui figure à l'alinéa d) de la résolution mentionnée ci-dessus imposerait aux Autorités chargées de l'administration une tâche supplémentaire inutile.

5. Plus généralement, la délégation de l'Australie appelle l'attention sur le fait qu'en vertu de l'Article 90 de la Charte des Nations Unies, c'est au Conseil lui-même qu'incombe la responsabilité d'adopter la procédure qu'il entend suivre dans ses travaux.